

Dépistage du cancer du sein
**Les polycliniques
au secours des hôpitaux**

Page 2

Consensus national
**Le FFS annonce la relance
de la concertation**

Page 4

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3705 - Ven. 30 - Sam. 31 octobre 2015 - Prix : 10 DA

Un témoin et acteur de la guerre de Libération s'en va



**Décès de la
Moudjahida
Claudine Chaulet**

Page 24

Bedoui résolu à éradiquer la bureaucratie

Enième appel à moderniser l'administration

Page 3

**La fausse
solution à la
crise syrienne**

Par Mohamed Habili

Que la crise syrienne soit un conflit mondial avant d'être une guerre civile, on s'en doutait depuis un certain temps déjà. En fait, on le savait dès le moment où cette grande illusion appelée le printemps arabe commençait à se dissiper. Depuis, plus le temps passait, plus il devenait clair que ce n'était pas deux camps syriens qui s'affrontaient selon un modèle classique, l'un au pouvoir et qui entendait le rester, et l'autre dans l'opposition et qui lutait pour renverser le premier, mais deux puissances du Golfe, chacune entraînant derrière elle ses alliés dans la région et hors de celle-ci. N'était la dissuasion nucléaire, ce jeu des alliances aurait suffi à lui seul à déclencher une guerre mondiale, eu égard notamment à l'existence dans cette partie du monde des plus grandes réserves en matière d'hydrocarbures. C'est du reste le programme nucléaire iranien qui est à l'origine du conflit, de ce qu'il donne une avance à l'Iran, chose proprement insupportable à l'Arabie saoudite, aussi bien qu'à d'autres monarchies du Golfe. Mais jamais cette dimension mondiale de la crise syrienne n'est apparue aussi nettement qu'en ce moment même, où se tient la deuxième rencontre de Vienne, à laquelle participent nombre de pays régionaux et non régionaux, mais aucune des parties syriennes au conflit.

Suite en page 3

«Vous êtes redevables envers le secteur, de son avenir et de sa stabilité»

Benghebrit secoue ses directeurs de l'éducation



PH > D. R.

Au ministère de l'Éducation nationale, on semble avoir compris qu'un climat serein au sein des établissements scolaires était le seul moyen pour permettre les apprentissages ; c'est une condition indispensable à la bonne réussite des élèves.

Lire page 2

Tizi Ouzou
**Extensions urbaines
ou cités-dortoirs ?**

Page 4

Ouverture de la 7^e édition à Béjaïa
**Grande parade pour le festival
international de théâtre**

Page 13

«Vous êtes redevables envers le secteur, de son avenir et de sa stabilité»

Benghebrit secoue ses directeurs de l'éducation

■ Au ministère de l'Education nationale, on semble avoir compris qu'un climat serein au sein des établissements scolaires était le seul moyen pour permettre les apprentissages ; c'est une condition indispensable à la bonne réussite des élèves.

Par Meriem Benchaouia

Depuis sa nomination à la tête de ce département, la ministre de l'Education a fait du dialogue avec les syndicats du secteur son cheval de bataille, avec à chaque fois, les assurances réitérées que les portes des négociations sont toujours ouvertes.

Afin de préserver ce climat de stabilité instaurée, Nouria Benghebrit a interpellé jeudi à Alger, les directeurs de l'éducation quant à la mise en œuvre des mesures prises dans le cadre de la circulaire interministérielle, relative à la prise en charge des préoccupations socioprofessionnelles des travailleurs. «Ce qui est important aujourd'hui c'est le planning de la mise en œuvre des mesures qui ont été prises dans le cadre de la circulaire interministérielle, laquelle exige non seulement de l'engagement mais aussi un calendrier clairement établi», a souligné la première responsable du secteur à l'occasion d'une réunion regroupant l'ensemble des directeurs de l'éducation.

La conférence organisée au niveau du ministère a porté particulièrement sur la définition des moyens d'application des engagements pris par le ministère relatifs à la prise en charge des préoccupations des syndicats du secteur. Benghebrit a précisé dans ce sens, que l'action de son département consiste «à mettre l'accent sur la responsabilité des directeurs» car, selon elle, il ne suffit pas de «prendre des décisions mais aussi de les suivre, les accompagner et faire des évaluations régulières pour éviter au secteur de nouvelles perturbations».

L'autre point sur lequel a axé M^{me} Benghebrit, était la mise en œuvre des indicateurs de performance au niveau de la gestion locale. «Vous êtes redevables envers le secteur de son avenir et de sa stabilité au niveau de vos wilayas respectives», a-t-elle précisé en s'adressant aux directeurs de l'éducation, ajoutant que cela demeure tributaire de leurs «capacités, leur ingéniosité dans la gestion et leur responsabilité».

Exprimant sa satisfaction quant au «climat de stabilité» qui règne dans le secteur de l'Education actuellement, la ministre a rappelé qu'il est le fruit d'efforts colossaux des équipes du ministère et des syndicats, par conséquent «il est impératif de le préserver». Pour M^{me} Benghebrit, la feuille de route se résume en trois points essentiels, à savoir, «laisser les canaux de dialogue ouverts, l'exécution des engagements pris par le ministère et la communication et

l'information sur ce qui a été réalisé».

Par ailleurs, la responsable du secteur, a souligné que le ministère de l'Education nationale a diffusé, dernièrement, une circulaire afin d'expliquer le «passage du contrôle à l'évaluation continue» dans le cycle primaire, annonçant, par la même occasion, l'organisation, prochainement, de séminaires au profit des enseignants à l'échelle locale portant sur le même thème.

Elle a expliqué que cette démarche vise à «diminuer notamment le nombre des épreuves», sachant que depuis 2005, date de la mise en application de la circulaire portant sur l'évaluation des élèves, «il a été constaté que l'évaluation continue à donner lieu et place au contrôle continu, c'est-à-dire une série d'épreuves et d'examen chaque semaine».

En outre, M^{me} Benghebrit a précisé que pour l'examen de la 5^e année primaire, les élèves «ne se déplaceront plus, mais ce sont plutôt les enseignants de la



circonscription concernée qui feront le déplacement». «Notre objectif est de diminuer le stress des élèves et celui des parents»,

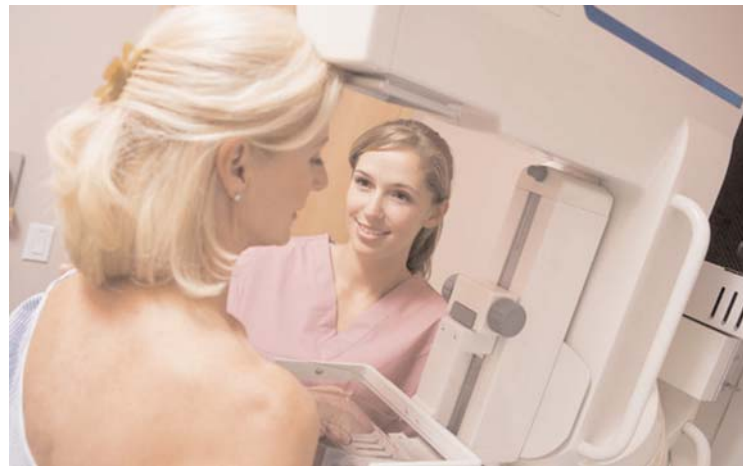
a-t-elle soutenu. Selon la ministre, «il est important de réorganiser l'examen de la 5^e année pour qu'il s'apparente plus à une

évaluation de compétences acquises durant tout le cycle primaire».

M. B.

Dépistage du cancer du sein

Les polycliniques au secours des hôpitaux



Les grands hôpitaux, notamment les CHU, devront se consacrer davantage aux soins lourds, et les polycliniques s'occuperont, désormais, du dépistage du cancer.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, tente de réorienter le malade du cancer du sein vers les polycliniques. Ces dernières seront progressivement équipées de mammographes afin de renforcer le dépistage du cancer du sein et de desserrer la pression sur les hôpitaux, a-t-il indiqué. La stratégie, explique le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf, vise l'externalisation progressive du dépistage du cancer du sein, assuré jusque-là par les différents services des CHU et autres structures hospitalières. Ce qui permettra, du coup, le désengorgement des hôpitaux dont la pression entravait le bon fonctionnement. «On équipera progressivement les polycliniques pour que les

mammographies puissent devenir un geste automatique», a déclaré le ministre lors de la journée scientifique sur le dépistage du cancer du sein en milieu professionnel, organisée par l'association El Amel.

M. Boudiaf compte sur ces structures afin de réaliser les objectifs du «Plan de dépistage précoce du cancer du sein», sans omettre le dépistage en milieu professionnel.

Il a souligné que «malgré de nombreux progrès, le nombre de personnes atteintes du cancer ne cesse d'augmenter alors que les efforts de dépistage se poursuivent et que les moyens nécessaires aux soins sont de plus en plus disponibles».

«Il y a un budget de 50 milliards de centimes pour que l'opération de dépistage soit pérenne et on a dépassé 24 000 consultations dans les Hauts-Plateaux et dans le Sud, alors que plus de 4 000 interventions chirurgicales sont effectuées dans ces régions

depuis mai 2014», a ajouté M. Boudiaf. Ce dernier a aussi fait état d'un plan de dépistage du cancer du col de l'utérus et du côlon comme il y a un autre plan de prévention du cancer du poumon dans le cadre du plan cancer 2015-2019 dont l'exécution a dépassé 48%. «Il y a deux commissions qui sont en train de travailler et beaucoup de choses sont en train de se faire sur le plan de la lutte contre le cancer», a souligné le ministre sans donner plus de précisions. Abdelmalek Boudiaf, qui a insisté sur le dépistage du cancer du sein en milieu professionnel, a ajouté que 30% des décès dus au cancer sont causés par le tabagisme. De son côté, Achour Telli, représentant du secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, a indiqué que cette organisation «est en train d'étudier la possibilité d'instituer le dépistage et les soins concernant cette maladie afin qu'elle soit considérée comme une maladie professionnelle». «Il y aura un programme de dépistage en 2016 et il y a déjà des appareils de dépistage achetés par le groupe Sonelgaz pour effectuer des mammographies au Sud», a-t-il ajouté. Quant à Azouaou Mahmel, P-DG d'Algérie Télécom, il a souligné que la compagnie a mis en place une organisation logistique pour le dépistage de 80% des femmes travailleuses concernées au sein de l'entreprise alors que 15 cas sont dépistés et pris en charge. Les deux responsables ont estimé que ces expériences devraient être généralisées car les femmes travailleuses adhèrent à ces opérations. Les participants à la rencontre ont plaidé en faveur du rapprochement entre les médecins du travail et les spécialistes pour continuer les efforts de prévention et de dépistage.

D'ailleurs, selon M^{me} Hamida Kettab, secrétaire générale l'association El Amel, 10 000 femmes atteintes de cancer sont diagnostiquées chaque année.

Louiza Ait Ramdane

Bedoui résolu à éradiquer la bureaucratie

Enième appel à moderniser l'administration

■ L'éradication de la bureaucratie au niveau l'administration reste un vrai casse-tête pour le gouvernement, malgré l'engagement de plusieurs réformes depuis plusieurs années. A ce propos, le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, a affirmé, jeudi dernier depuis Bouira, qu'il reste du chemin à faire en matière de modernisation.

Par Nacera Chennafi

En visite de travail jeudi dernier dans la wilaya de Bouira, le ministre de l'Intérieur, Noureddine Bedoui, a insisté sur la décentralisation et le rapprochement entre l'administration et le citoyen. Le passage à une administration moderne et électronique nécessite aussi la formation et le recyclage du personnel de l'administration locale, a indiqué M. Bedoui. Selon le membre du gouvernement, la nouvelle stratégie des pouvoirs publics visant à moderniser l'administration et à la rapprocher davantage du citoyen «doit être accompagnée par une utilisation rationnelle des moyens humains et matériels». Il est à rappeler que les documents d'identité biométriques (carte d'identité et passeport) étaient délivrés auparavant au niveau des daïras, et devraient être actuellement établis au niveau des communes, dans le cadre de la nouvelle stratégie du gouvernement. Cette opération de décentralisation a déjà été mise en application dans certaines wilayas du pays, en attendant sa généralisation. En visite de travail à Lakhdaria (ouest de Bouira) où il a inauguré une annexe de l'état civil de la commune, destinée à la délivrance des documents biométriques, M. Bedoui a indiqué que cette décentralisation vise à «éradiquer notamment le phénomène de la bureaucratie et à améliorer davantage la relation



entre le citoyen et l'administration». Devant les employés de la nouvelle annexe, il a ajouté qu'«il faut relever le défi pour être au diapason des nouvelles technologies afin d'arriver à une administration électronique par excellence et ce, en vue d'alléger les procédures de délivrance des documents biométriques». La délégation ministérielle s'est dirigé ensuite vers la commune d'Ain Bessam où M. Bedoui a inauguré le nouveau siège de la daïra et une annexe de l'état civil de la commune. Lors de cette halte, le ministre a demandé aux responsables locaux concernés d'accélérer le processus de décentralisation de la délivrance

des documents biométriques dans des municipalités. Par ailleurs, le ministre s'est rendu dans la commune de Aomar dont il a visité la zone d'activité et inspecté quelques projets en cours de réalisation, notamment une briqueterie et une unité de fabrication de résine (produits chimiques) destinée à la fabrication de produits en plastique et de la peinture à l'eau. Il est à noter que dans le cadre de la rationalisation des dépenses comme choix du gouvernement pour faire face à la crise financière engendrée par la chute des prix du pétrole, l'Exécutif qui a toujours assisté les communes veut que celles-ci gèrent leur propre

économie. D'ailleurs, lors de sa visite à Bouira, le ministre de l'Intérieur a menacé ceux qu'il a qualifiés de «faux investisseurs» qui procèdent à la récupération du foncier. Selon M. Bedoui, des procédures judiciaires seront lancées dans le but de récupérer ces terrains pour les attribuer aux «vrais investisseurs». «Il faut une gestion correcte des ressources humaines et une bonne orientation du personnel», a-t-il insisté. Notons que mercredi dernier, Seifeddine Rihani, président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Constantine, a été placé sous mandat de dépôt par le juge d'instruction de Cheghoum-Laid (Mila). Cette décision a été prise à la suite de l'audition du P/APC au sujet d'une affaire d'attribution de «32 permis de construire» relatifs à la réalisation de villas dans un lotissement à la cité Boudjenana de Constantine, dans une zone classée non constructible (sujette à des glissements de terrain), a indiqué à l'APS une source judiciaire. Le P/APC a dès lors été accusé d'abus de position et falsification de documents officiels. Selon la même source, une enquête avait été déclenchée par la brigade économique relevant de la police judiciaire à la suite d'une plainte déposée auprès du procureur de la République près le tribunal de Ziadia (Constantine) par un vice-président de l'APC.

N. C.

«50% toujours inexploités»

Le dossier du foncier industriel toujours insoluble

La fin du foncier non exploité a été évoquée par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales lors de sa visite, jeudi, à la wilaya de Bouira. Un dossier qui s'annonce difficile à résoudre, puisque très souvent évoqué à de multiples occasions et par plusieurs responsables du gouvernement. Alors que les assiettes foncières se font toujours rares pour les «réels» investisseurs, les projets des bénéficiaires n'ont jusqu'à présent pas vu le jour. Un constat qui a fait réagir jeudi Noureddine Bedoui, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, lors de sa visite à Bouira, afin de mettre fin à cette situation qui traîne depuis plusieurs années. L'orateur ainsi que plusieurs hauts responsables ont réitéré la nécessité de confisquer par la voie de la justice des terrains qui ont été octroyés à de «faux investisseurs» dans le but de les exploiter pour les accorder à des bénéficiaires sérieux. «Il est temps de récupérer le foncier industriel non exploité», a indiqué le ministre de l'Intérieur et de des Collectivités locales, Noureddine Bedoui. Le but, selon le même responsable, est de récupérer tout le foncier octroyé par l'Etat dans le cadre de la concession, dont les projets prévus ne sont toujours pas lancés, en vue de l'attribuer aux «vrais investisseurs». Dans ce

contexte, il est à rappeler que l'Etat avait cédé des poches foncières à des investisseurs dans le cadre de l'encouragement de l'investissement local. Le chiffre du foncier inexploité demeure vivement critiqué, vu que la moitié de ces lots n'ont pas été utilisés. «Au niveau national, 50% du foncier octroyés aux investisseurs n'ont pas encore été exploités», a fait savoir le ministre qui visitait la zone d'activité d'Aomar (nord de Bouira) où il a appelé les responsables concernés à entamer des démarches auprès de la justice en vue de récupérer des assiettes foncières octroyées auparavant à de «faux investisseurs». «Il faut gagner cette bataille du foncier», a souligné le ministre qui s'est rendu dans une usine de fabrication de résine (produits chimiques) destinés notamment à la fabrication de plastique et de la peinture à l'eau. Six projets sont opérationnels au niveau de la zone d'activité Touares de la commune de Aomar, où cinq unités de fabrication de produits rouges sont en cours de réalisation, alors que le montant global des investissements engagés au niveau de cette zone est de l'ordre de 829 milliards dinars, d'après les détails donnés sur place par le directeur de l'industrie et de la promotion des investissements, Nadjib Achouri. Selon lui, la wilaya

de Bouira compte au total 13 zones d'activités d'une superficie globale de 119 hectares, où il est prévu la réalisation de 275 projets devant créer des centaines de postes de travail pour les jeunes de la wilaya. A Bechloul (est de Bouira), où il a inauguré un nouveau siège de la commune et baptisé le boulevard principal de la ville à la date du 1^{er} Novembre 1954, le ministre a suivi un exposé sur les projets lancés ou prévus au niveau de cette commune qui compte une unité de fabrication et de transformation de produits plastiques, en partenariat avec des opérateurs chinois.

Il est à rappeler que dans la nouvelle loi de finances complémentaire, des dispositions ont été prises pour contrer la vacation industrielle de ces terrains qui demeurent inexploités. Une pénalité de 3% doit être payée par les bénéficiaires à partir de la troisième année de la date d'attribution. Chose qui jusqu'à aujourd'hui ne donne pas de résultats très encourageants, sachant que les terrains sont toujours vacants de tout projet industriel.

Ces terrains ont fait parler d'eux à plusieurs occasions, mais à l'heure actuelle et malgré toutes les mesures prises, le dossier reste loin de connaître le bout du tunnel.

Mohamed Mabkhout

LA QUESTION DU JOUR

La fausse solution à la crise syrienne

Suite de la page une

L'intervention directe de la Russie a achevé de dissocier les deux caractères, interne et externe, de la crise syrienne, en même temps qu'elle faisait prévaloir le premier. Elle a accéléré le processus de décantation, à l'œuvre depuis le début, certes, mais qui aurait pris bien plus de temps à s'accomplir sans sa contribution. Elle a fait bien plus que cela, à vrai dire, et tout compte fait en peu de temps, puisqu'elle est vieille à peine d'un mois : elle a réussi à faire asseoir à la même table des négociations les deux véritables protagonistes du conflit syrien, l'Arabie saoudite et l'Iran. Ce qui ne s'est produit ni à Genève1 ni à Genève2. Bien entendu, l'intervention russe n'avait pas pour objectif de faire se rencontrer ces deux belligérants par procuration, mais à empêcher l'effondrement du régime syrien. Il n'en reste pas moins que cette rencontre est une de ses conséquences. La seule chose qui puisse lui être comparée à cet égard, sans quoi la réunion de Vienne n'aurait pas pu se tenir non plus, c'est l'accord sur le programme nucléaire iranien. L'intervention russe et cet accord ont permis l'une et l'autre que l'Arabie saoudite et l'Iran soient présents pour la première fois à une réunion consacrée à la recherche d'une issue à la guerre qu'ils se font par factions syriennes, et non syriennes d'ailleurs, interposées. Mais de même que la dimension internationale du conflit a pris le pas sur sa dimension interne, de même sa solution se concentre maintenant sur le sort à réserver à la personne même du président syrien. C'était plus ou moins le cas dans le passé, mais jamais de façon aussi nette que maintenant. Que ce n'est presque confondant de simplicité. S'il suffit qu'une personne accepte de quitter la scène pour que la crise syrienne se dénoue, pour que les souffrances de millions de Syriens prennent fin, on se demande comment a-t-il été possible de s'aveugler à ce point pendant près de cinq ans d'une guerre aussi implacable. Comment se fait-il que les alliés eux-mêmes de Bachar Al Assad ne l'aient pas forcé à s'en aller, à se sacrifier de cette sorte dans l'intérêt de son pays ? On se demande même quel homme il peut bien être pour ne pas proposer lui-même son départ, en vue de mettre un terme aux malheurs de son peuple. La vérité c'est que la crise syrienne n'est pas tributaire du départ ou du maintien de Bachar Al Assad. Mais des suites que comptent lui donner les puissances régionales qui depuis le début ont fait de la Syrie le terrain de leur affrontement pour l'hégémonie dans la région.

M. H.

Tizi Ouzou

Extensions urbaines ou cités-dortoirs ?

■ Des cités-dortoirs sont-elles en train d'être rééditées à Tizi Ouzou ? Telle est la question qui ressort de l'examen de la situation des pôles urbains jeudi dernier en conseil de wilaya présidé par le wali Brahim Merad et le vice-président de l'Assemblée populaire de wilaya, Mohamed Kelalèche.

Par Hamid Messir

Le directeur local du logement, Mustapha Banouh a, dans sa communication, relevé que la livraison et l'occupation de pas

Consensus national Le FFS annonce la relance de la concertation

LE PREMIER secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), Mohamed Nebbou, a annoncé, hier, que son parti a décidé d'engager la concertation avec les différents acteurs politiques économiques et sociaux en vue de trouver le consensus de sortie de crise pour le pays. S'exprimant à l'ouverture des travaux d'une rencontre des élus à Tizi Ouzou, Nebbou a rappelé que «conformément à la résolution du Conseil national du 18 septembre 2015 et après réflexion et analyse de la situation politique au sein de la direction Nationale» le FFS a «décidé d'engager une nouvelle série de rencontres de concertation avec les acteurs politiques, économiques et sociaux pour la reconstruction du consensus national». Dans son discours prononcé en la circonstance, le premier secrétaire national du FFS a soutenu que l'Algérie entame dans son histoire un «virage dangereux et déterminant» et qu'elle est devant deux scénarios seulement, le premier «est la persistance de la situation actuelle qui pourrait nous conduire vers l'inconnu», et le second est d'engager le véritable changement démocratique avec la participation de tout le peuple et tous les acteurs politiques et économiques pour bâtir un avenir meilleur. Pour lui, le FFS fait partie de celles et ceux qui militent pour un changement pacifique avant qu'il ne soit trop tard. Évoquant la situation politique nationale actuelle, Nebbou avertit que les richesses de l'Algérie attisent les appétits des grandes puissances de ce monde et que son contexte n'est pas vraiment loin de celui des pays comme la Libye, le Yémen, la Syrie et le Mali. Selon lui, l'Algérie est visée dans son unité nationale, dans sa cohésion et même dans son existence et les manœuvres qui la ciblent ne cessent de devenir chaque jour plus féroces. Comme parade à ces attaques, le premier secrétaire du FFS rappelle que ce dont a besoin l'Algérie aujourd'hui est de construire un consensus national auquel participeront toutes les composantes de la société. Il est à noter, enfin, que le FFS a invité l'ambassadeur de Palestine à assister à cette rencontre au cours de laquelle la solidarité à l'égard du peuple palestinien lui a été réitérée.

Hamid M.

moins de 4 846 logements au niveau du pôle de Tizi Ouzou, correspondant à un apport sur ce site d'environ 24 200 habitants sont grevées d'«entraves relatives aux manquements déjà constatés en matière de viabilité et d'équipements publics d'accompagnement restant à faire, notamment ceux relevant des secteurs de l'Éducation, de la Santé, et de la sécurité». Et comme priorité il est urgent de construire des écoles primaires projetées et de prévoir ensuite les autres structures d'accompagnement. Le même responsable a ainsi relevé qu'«un retard considérable est enregistré, et ce, en dépit des différents choix de terrains effectués, et certaines inscriptions enregistrées, mais non encore lancés sur le terrain» au sujet de ces équipements publics. Autre préoccupation signalée sur cette nouvelle extension de la ville de Tizi Ouzou vers son côté Ouest, Oued Falli et Bouaid, «le manque de la ressource hydrique nécessaire aux besoins quotidiens des futurs habitants, ainsi que des manquements en matière de traitements des rejets à l'échelle du pôle» bien qu'une station d'épuration est prévue à Oued Falli mais qui n'est toujours pas lancée en réalisation. Non loin de cette extension urbaine, la zone des dépôts, les équipements projetés selon le plan d'aménagement, à savoir un groupe scolaire, un collège, un complexe sportif ne sont même pas encore inscrits, et ce, malgré l'occupation quasi-totale de ce site. Au



niveau du pôle de oued Falli, seul le lycée est en cours de construction avec un taux d'avancement avoisinant les 35%. Les autres équipements inscrits concernent 2 groupes scolaires, un collège, ne sont pas encore lancés comme d'ailleurs la polyclinique, le marché et la station urbaine. S'agissant des équipements du pôle d'excellence de Tizi Ouzou, plus à l'Ouest encore de Tizi Ouzou, à savoir une brigade mobile de la police judiciaire (BMPJ), un CFPA, deux stations services, un transformateur électrique, un centre météorologique et les deux réservoirs d'alimentation en eau potable attendent d'être lancés. Tandis que seuls l'institut de l'enseignement de la formation professionnelle, le stade de 50 000 places et la subdivision régionale des douanes sont en réalisation. Les projets de CHU, d'une salle de spec-

tales de 3 000 places, d'une faculté de médecine, d'un complexe sportif, d'un centre culturel islamique, d'une école coranique, d'une BMPJ, d'une unité de la Protection civile, d'une subdivision de la direction du logement et des équipements publics sont seulement inscrits. S'agissant des équipements projetés selon le plan d'aménagement, ils se résument en 10 groupes scolaires, 4 collèges, 3 lycées, un CFPA, une piscine, deux mosquées, deux sûretés urbaines, une unité de la Protection civile, une annexe de la commune, 3 agences administratives, une station urbaine, une gare routière et un centre d'information et d'orientation touristique. Toujours selon le directeur du logement dans la wilaya de Tizi Ouzou la plus importante contrainte rencontrée au niveau de ces extensions urbaines res-

tent les différentes oppositions de riverains propriétaires des terres qui ont causé un énorme retard sur les prises de possession des terrains et le démarrage des projets concernés. Mustapha Banouh n'a pas manqué, en conclusion de son intervention, de relever que «cette démarche ainsi présentée pour le pôle de Tizi Ouzou est valable pour les pôles de Tamda, Azazga et Draa El Mizan, sauf que les livraisons sont attendues un peu plus tard que celles de Tizi Ouzou». Alors que les centres urbains de la wilaya de Tizi Ouzou, à l'instar des noyaux de Tifrest (Azeffoun), Aggouni Oucharki (Aghribs) et de Touares (Draa ben Khedda), leur développement mérite un suivi particulier compte tenu de leur situation et de leur importance.

H. M.

Le wali décidé à mettre fin à l'extraction de sable de l'oued Sebaou

Le wali de Tizi Ouzou Brahim Merrad a appelé les différents services concernés à s'impliquer dans la lutte contre l'extraction illicite du sable de l'oued Sebaou. Il a, à ce propos, annoncé la création de brigades mixtes constituées des éléments issus des différents corps de services de sécurité et d'autres organismes concernés afin de mettre fin à ce phénomène qui menace l'environnement ainsi que des ouvrages situés tout au long de ce cours d'eau.

Le wali de Tizi Ouzou, qui s'exprimait à l'occasion de la tenue d'un conseil de wilaya consacré à plusieurs dossiers liés au développement local, a insisté sur la nécessité de sévir contre l'extraction illégale du sable au niveau de ce principal oued de la wilaya tout en appelant les différents responsables concernés par le dossier à exercer leurs prérogatives et ne pas rester passifs.

Pour le wali, il est urgent de restaurer l'autorité de l'Etat en faisant respecter les lois car il y a de la sauvegarde de l'environnement menacé par cette extrac-



tion effrénée de sable comme d'ailleurs la sécurité de nombreux ouvrages situés au long de ce cours d'eau. Dans le même sillage, Brahim Merrad a fait état d'une batterie de mesures prises par la commission de sécurité de la wilaya qui s'était réunie dans la matinée du jeudi notamment l'interdiction de tout camion de

transporter du sable au niveau des barrages de contrôle dressés par les services de sécurité et le renforcement de la surveillance de l'oued. Le wali a également invité les services des travaux publics à dresser des périmètres de sécurité autour des ouvrages d'art pour les protéger de toute dégradation tout

en rappelant à l'ensemble des directions de respecter l'une des mesures introduites dans le cahier des charges visant à lutter contre cette extraction illicite de sable, à savoir interdire l'utilisation du sable de l'oued dans la réalisation des projets inscrits à l'indicatif de l'état. Comme il a ordonné les services concernés à procéder à l'étalage des tas de sable entreposés aux abords de l'oued Sebaou à commencer par reboucher les cratères engendrés par les actions répétitives d'extraction illicite de sable. Le chef de l'exécutif n'a pas manqué de souligner que la lutte contre l'extraction illicite de sable de l'oued Sebaou est l'affaire de la société, les élus, le mouvement associatif, la presse qui sont appelés à soutenir l'action de l'administration et des services de sécurité. Brahim Merrad a également averti qu'en cas de complicité avérée de l'un des services de l'Etat dans cette extraction illicite de sable, il «saura quoi faire» tout en reconnaissant l'existence de «l'irresponsabilité et de la passivité» à tous les niveaux.

H. M.

Autoroute Est-Ouest

Les entreprises sommées d'accélérer les travaux des pénétrantes

■ Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a donné, jeudi à Alger, des instructions «fermes» afin d'accélérer la cadence des travaux de réalisation des quinze pénétrantes reliant plusieurs villes du pays à l'autoroute Est-Ouest, affirmant que l'Etat n'allait pas tolérer les retards.

Par Ahmed J.

Lors d'une réunion d'évaluation de l'avancement de ces projets tenue avec les entreprises de réalisation et les bureaux d'études, le ministre a regretté le fait que des travaux de réalisation de la plupart de ces pénétrantes avançaient à un rythme «très lent», appelant ces opérateurs à plus de «professionnalisme et de rigueur». «Le constat que nous avons fait est que dans la plupart des chantiers, seulement 40% du matériel et du personnel sont installés», a-t-il lâché, ajoutant : «Vous étiez retenus parce que vous nous avez présenté des performances en matière de délais». «Nous avons opté pour le gré à gré (dans l'octroi des marchés) parce que ces projets avaient un caractère urgents», a-t-il encore dit, ajoutant : «Les retards ont un coût et des incidences». Le ministre, qui a assisté à un exposé de l'Agence nationale des autoroutes (ANA) sur l'état d'avancement des 15 pénétrantes et rocade et entendu les explications des représentants des groupements et bureaux d'études chargés de ces projets, a indiqué que l'Etat allait mobiliser tous ses moyens pour qu'ils soient achevés dans les meilleurs délais. Il a réassuré, dans ce sens, ces opérateurs du soutien et de l'accompagnement qui leur sera accordé de la part des autorités. «Je veux que nous définissions précisément toutes vos contraintes et problèmes. Nous devons tous travailler ensemble pour la réussite de ces projets», a dit M. Ouali, recommandant aux intervenants (entreprises, bureaux d'études et ANA) de mieux coordonner. A cet effet, le ministre a indiqué qu'à partir



Ph.D.R.

de la semaine prochaine, une commission ministérielle allait se déplacer une fois tous les 15 jours sur chacun des chantiers pour faire un point de situation sur l'avancement des travaux et cerner les contraintes qui les entravent. Mais pour ceux qui ne se conforment pas aux règles, des mesures sévères allaient être prises à leur rencontre, a averti le ministre en invitant ces opérateurs à respecter leurs engagements. «Je ne veux pas entendre les arguments qui ont déjà servi à justifier ces retards», a lâché M. Ouali qui a affirmé que le problème lié aux enveloppes financières consacrées aux indemnisations des propriétaires des terrains expropriés était réglé. Le ministre a également souligné que la présence de sociétés de réalisation étrangères est une opportunité pour l'outil national de réalisation afin d'acquiescer le savoir-faire et l'expertise. En tout, 61 entreprises nationales (publiques et privées)

et étrangères, constituées en groupements d'entreprises, aux côtés de 32 bureaux d'études et d'exécution, sont chargées de réaliser les 15 pénétrantes et rocades totalisant 900 km. Les principales contraintes avancées par les entreprises concernant les retards des projets sont liées aux expropriations des terrains, aux indemnisations et à l'environnement (sols difficiles notamment). Selon le rapport présenté par l'ANA, le taux d'avancement global des travaux sur le lot Est du pays a atteint 20% pour la pénétrante de Batna sur 20 km (lot n°1), 15% pour la pénétrante reliant Jijel à Sétif (110 km) et 7% pour les pénétrantes de Guelma (35 km) et de Skikda (31 km). Dans la région Centre, les travaux sont à 42% pour la pénétrante de Béjaïa (100 km), de 17% pour celle de Tizi Ouzou (48 km) et de 44% pour le doublement de la RN1 entre Chiffa (Blida) et Berrouaghia (Médéa) sur un itinéraire total de

53 km. Le taux d'avancement est estimé à 22% pour les travaux de réalisation du premier lot de la 4^e rocade Khemis Miliana (Ain Defla)-Berrouaghia sur un itinéraire total de 67 km et à 10% pour le deuxième lot de la même rocade reliant également Khemis-Miliana à Berrouaghia, ajoute-t-on. Pour la région Ouest du pays, les travaux de réalisation sont à 24% pour la pénétrante reliant le port de Ghazaouat (Tlemcen) à l'autoroute Est-Ouest sur 13 km, à 8% pour le premier lot de la pénétrante reliant Mascara à l'autoroute Est-Ouest (25 km) et à 12% pour le deuxième lot de cette même pénétrante. Ce taux est à 21% pour la pénétrante reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest (26 km), à 8% pour le premier lot de celle reliant la ville de Mostaganem à l'autoroute Est-ouest (33 km) et à seulement 5% pour le deuxième lot de la même pénétrante.

A.J.

Affiliation volontaire à la CNAS

Un des plus importants avantages de la loi de finances complémentaire

La nouvelle formule d'affiliation volontaire à la Caisse nationale d'assurances sociales (Cnas) est considérée comme l'un des plus importants avantages de la loi de finances complémentaire pour 2015, a indiqué, jeudi à Constantine, le directeur local de cette caisse, Saïd Allami. Ce responsable a ajouté, dans une déclaration en marge de l'inauguration de la 2^e caravane d'information sur l'emploi et de la sécurité sociale, que cette nouvelle formule s'adresse aux personnes actives sans couverture sociale qui peuvent bénéficier des prestations d'assurance maladie et maternité, en contrepartie d'une cotisation mensuelle fixée à 12% du Salaire minimum garanti (SNMG). Cette nouvelle mesure est applicable pour une période transitoire ne pouvant dépasser trois années, pour «permettre aux affiliés volontaires de régulariser leur situation», a-t-il ajouté, soulignant qu'il suffit de se rendre dans les structures de la Cnas et de se déclarer pour être

aussitôt couvert. S'agissant de non-déclaration de travailleurs salariés, le même responsable a également rappelé l'autre nouvelle mesure portant sur l'annulation des pénalités et des majorations de retard dès le versement de l'intégralité des cotisations principales dues. En cas de non-paiement, l'employeur peut bénéficier d'un échéancier de paiement de ses dettes, a encore ajouté M. Allami, soulignant que «25% environ des 12 000 employeurs que compte la wilaya de Constantine sont redevables de plus de 3 milliards de DA au titre des cotisations impayées». Il a également évoqué la mesure de mise à jour de la carte Chifa au niveau des officines au lieu des centres de paiement de la Cnas depuis le mois de juillet dernier, avant de souligner que la wilaya de Constantine compte 566 000 assurés sociaux et que le nombre des détenteurs de la carte Chifa a atteint les 330 000 personnes. Selon ses organisateurs, cette caravane d'informa-

tion et de vulgarisation, placée sous le slogan «l'emploi et la protection sociale : garants d'un travail décent», permettra aux citoyens de se rapprocher des représentants des différents dispositifs d'aide à la création d'emploi et des caisses d'assurances présents sur place, pour se renseigner et être orientés dans leurs démarches. Elle constitue également une opportunité pour mettre en lumière des facilitations introduites au profit des jeunes en quête d'emploi, ainsi que des assurés sociaux et de leurs ayants droit. Plusieurs stands représentant les différents organismes sous tutelle du département ministériel du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale ont été installés sur l'esplanade jouxtant le jardin Bannacer, au centre de Constantine. Une affluente importante de citoyens a marqué le premier jour de cette caravane qui fera une halte à El Khroub près du jardin public, au centre-ville.

Souad L./APS

Selon le SG de l'UMA Le Maghreb a tout ce qu'il faut pour être la région la plus intégrée du monde

LE SECRÉTAIRE général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), Habib Ben Yahia, a affirmé que la région du Maghreb a tout ce qu'il faut pour être la région «la plus intégrée du monde». La région maghrébine «a tout ce qu'il faut pour être la région la plus intégrée du monde, notamment, le pétrole, le gaz, les minerais, l'agriculture, et les ressources humaines, sans oublier l'identité culturelle commune», a souligné M. Ben Yahia, dans son allocution d'ouverture du 6^e «Forum pour le développement de l'Afrique du Nord», rappelant, néanmoins, que le commerce intra-maghrébin représente à peine 3% du commerce extérieur des pays maghrébains. Evoquant le projet de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC) qui devrait voir le jour en 2017 et qui prévoit la réalisation, à terme, d'une communauté économique africaine intégrée, M. Ben Yahia a souligné que l'UMA «s'inscrit dans ce cadre et y adhère pleinement».

L'Union a participé à toutes les réunions sur la zone de libre-échange continentale et organisé des ateliers dans le cadre de l'initiative BIAT (Plan d'action pour intensifier le commerce intra-africain), auxquels ont participé les représentants des administrations maghrébines concernées ainsi que les représentants du secteur privé. De son côté, le directeur par intérim du bureau de l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), Nassim Oulmane, a qualifié le projet de la ZLEC d'«ambitieux», aspirant à construire un groupement continental, avec une population de plus d'un milliard de personnes et un PIB de 3 000 milliards de dollars.

«L'intégration maghrébine est plus que jamais d'actualité au vu de la similitude des défis de développement des pays nord-africains, des opportunités qu'elle représente en termes de croissance et d'emploi et des atouts économiques et géostratégiques dont dispose cette région qui constitue un carrefour entre l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient», a-t-il dit. Pour la directrice de la coopération multilatérale et des affaires économiques internationales au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, Zakia El Midaoui, l'intégration maghrébine «n'est plus une option, mais une nécessité urgente parce que le contexte international actuel est marqué particulièrement par une tendance au renforcement des groupements économiques régionaux». Organisée par la CEA et la chaire OMC de l'Université Mohammed V en partenariat avec le Laboratoire d'économie appliquée au développement (LEAD, Université de Toulon) sous le thème «l'Afrique du Nord et les accords continentaux de libre-échange», ce Forum se poursuivra jusqu'au 31 octobre.

R.E.

Salon de wilaya de l'Angem

Plus de 50 exposants à Blida

■ Une cinquantaine d'exposants de différentes régions de Blida, ayant bénéficié de crédits de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), prennent part au Salon des métiers, abrité par le Centre d'information territorial de la Première région militaire de Beb Sebt, du centre-ville de Blida.

Par Ahmed H.

L'organisation de ce Salon, marqué également par la présence de nombreuses associations du domaine, reflète la «réussite des bénéficiaires des crédits Angem dans leurs activités» a estimé la directrice locale de l'Angem, Boudiaf, organisatrice de la manifestation. Le Salon a donné lieu à une exposition des différentes créations réalisées par les femmes artisanes de Blida dans les domaines de la cuisine, gâteaux

traditionnels, couture, coiffure, confection de bijoux, distillation de l'eau de rose, ect. Des stands ont été également consacrés aux expériences réussies réalisées par des jeunes bénéficiaires de crédits Angem, qui se sont lancés dans des domaines d'activités, aussi variés que divers, dont le nettoyage, la photo, le décor, la bijouterie, le tourisme (agences touristiques), et la publicité, entre autres. Selon M^{me} Boudiaf, la manifestation vise à la sensibilisation des femmes au foyer sur la nécessité



PH. > D. R.

d'adhérer à des associations actives de la wilaya, aux fins de bénéficier de leurs offres de formation, qui leur permettront, plus tard, l'acquisition d'un métier qui constituera une source de revenus pour elles. Une des exposantes, Hadjer Ouali,

artiste plastique de son état, a déclaré avoir bénéficié d'un crédit de 10 000 DA, auprès de l'Angem, qui lui a permis d'acquiescer les matières premières nécessaires pour réaliser des dessins sur soie et des toiles à l'huile. Soulignant qu'elle exerce

dans un local loué, elle a exprimé son souhait de bénéficier d'un local professionnel, dans le cadre du programme présidentiel relatif aux 100 locaux commerciaux pour chaque commune, qui lui permettra, outre l'exercice de son métier, d'inculquer aux enfants les bases de cette spécialité artisanale, a-t-elle soutenu. Ce Salon a été marqué par l'exposition de véritables pièces d'art, confectionnées notamment par l'artisan Talaoui Abdelatif, qui en dépit de sa maladie, a pu réaliser des toiles en calligraphie hijazi (écriture hijazi), ainsi que d'autres objets d'art, ayant suscité l'admiration de nombreux visiteurs. Parallèlement à cette manifestation, une session de formation en marketing a été organisée, au profit de bénéficiaires de crédits Angem, dans le cadre des actions d'accompagnement des porteurs de projets, assurées par ce dispositif public d'aide à l'emploi. A.H.

Constantine

Installation d'un comité de lutte contre les inondations

Un comité de lutte contre les inondations a été installé, jeudi, à Constantine, lors d'une rencontre présidée par le secrétaire général de la wilaya, Abdelkhalak Sayouda, coordinateur de cette opération, a-t-on constaté. Ce comité regroupe des représentants de la SEACO (société de l'eau et d'assainissement de Constantine), de la Protection civile et des directions des ressources en eau et des travaux publics, a précisé M. Sayouda. L'élaboration et la mise en œuvre du programme de prévention et d'intervention contre ce phénomène, en prévision de la saison d'hiver, seront supervisées

par ce comité, a ajouté ce responsable, soulignant que les actions sur lesquelles veillera le comité portent notamment sur le curage des oueds et le traitement de tous les «points noirs» à l'origine de la stagnation et du débordement des eaux pluviales. Le plan d'action donnera également lieu à la désobstruction et vérification des avaloirs afin d'éviter la répétition des dégâts provoqués récemment par les fortes pluies qui avaient inondé des quartiers entiers particulièrement à la nouvelle ville Ali-Mendjeli (El Khroub), a-t-il noté. La priorité dans ce programme sera accordée aux quartiers souvent affectés par des débordements

d'eau de pluie, à l'image des cités Ahmed-Sissaoui et Boussouf, la rue Rahmani Achour et la zone industrielle Palma, a-t-il fait savoir. Les zones de Zoukri et de Kehalcha-Kebbar, dans la commune d'Ain Abid, le lotissement d'El Guerrah, à Ouled Rahmoune et la zone de Khalfaoui-Hasnaoui, à Didouche Mourad, sont également à «surveiller de près», a ajouté M. Sayouda. Tous les moyens humains et matériels dont disposent les services de la Protection civile doivent être en état d'alerte permanent afin de prévenir d'éventuelles catastrophes, a encore précisé Salim L./APS

Guelma

Une production «historique» de plus de trois millions de quintaux de tomate industrielle

La wilaya de Guelma a réalisé une production record de 3,130 millions de quintaux de tomate industrielle, un chiffre «historique» pour la première fois dans cette région, selon la direction des services agricoles (DSA). La performance est d'autant plus remarquable que la production de la campagne 2014-2015 s'est accrue de près de 500 000 quintaux par rapport à la saison précédente (2,662 millions de quintaux produits en 2013-2014), a ajouté la même source. La production de cette année, «de loin supérieure aux prévisions arrêtées initialement» (la DSA tablait sur moins de 3 millions de quintaux), destinée aux unités de transformation de la région, est désormais une «référence» qui place la barre très haut pour cette filière et encourage les producteurs à redoubler d'efforts pour maintenir le rythme, a souligné la responsable de la communication à la DSA, Leïla Hamouche. Selon M^{me} Hamouche, la production de tomate industrielle est allée crescendo, passant de 1,8 million de quintaux en 2010-2011 à 1,9 million l'année suivante, puis à 2 millions en 2012-2013 avant d'atteindre les 2,662 millions en 2013-2014, ce qui ne

manquera pas, a-t-elle estimé, de donner une nouvelle impulsion à cette activité. Plusieurs facteurs, outre le surcroît d'efforts des producteurs, sont à l'origine de cette augmentation «régulière et substantielle» des quantités de tomates récoltées. Elle a cité, dans ce contexte, l'extension des superficies vouées à cette culture (2 350 hectares en 2010-2011 à 4 412 hectares aujourd'hui) et l'amélioration des rendements

par hectare, ces derniers passant de 200 qx/ha en 2010-2011 à 709 qx/ha actuellement. La responsable de la communication de la DSA a également souligné que cette «belle performance» de la wilaya de Guelma a eu un impact très positif sur la production de concentré et de double concentré de tomate qui est passée entre 2010 et 2015 de 834 000 quintaux à près de 2 millions de quintaux. Quatre unités de transformation

actives à l'échelle de la wilaya (la plus importante est située à El Fedjoudj, non loin du chef-lieu) et disposent d'une capacité de production quotidienne de 6 200 tonnes. La culture de la tomate industrielle se concentre principalement dans les communes de Belkheir, de Boumahra-Ahmed, de Bouchegouf, de Djebala-Khemissi et de Beni-Mezline.

Hani A.

Mascara

Vers la réception de trois nouvelles unités de la Protection civile

TROIS nouvelles unités de la Protection civile seront réceptionnées en mars prochain à Mascara, a-t-on appris jeudi du directeur de wilaya de ce corps. En marge d'une cérémonie en l'honneur de 22 agents pompiers admis à la retraite cette année, le lieutenant colonel Nacer Boucherfi a indiqué que ces trois unités sont implantées à Mohammadia, Sig et Zelamta pour un investissement de 300 millions DA. Il est attendu l'achèvement des travaux de ces structures en mars prochain pour entrer en service sur les axes routiers nationaux qui enregistrent chaque année des victimes d'accidents de la circulation, reliant la wilaya aux autres wilayas dans l'ouest du pays. Par ailleurs, il est prévu la réception d'une nouvelle

salle de conférences au centre de formation et de recyclage de la Protection civile, en cours de réalisation à l'unité principale à Mascara, par des moyens de la direction de la Protection civile de la wilaya en vue de réduire les coûts, selon le lieutenant colonel Boucherfi. Les nouvelles unités seront renforcées en décembre prochain grâce au recrutement de 70 agents en formation actuellement à l'annexe de l'Ecole nationale de la Protection civile à Aflou (wilaya de Laghouat). Une équipe de secouristes en zones accidentées composée de 22 éléments bénéficie d'une formation à Médéa pour passer au niveau 2 les qualifiant à exercer dans des situations et des conditions difficiles. R. G.

Tizi-Ouzou Raccordement de plus de 5 600 foyers au gaz naturel

QUELQUE 5 655 foyers seront raccordés au réseau de gaz naturel dans la wilaya de Tizi-Ouzou, à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, a-t-on appris, jeudi, auprès de la cellule de communication de la direction de locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz du Centre (SDC). Ces nouveaux branchements sont répartis sur 23 communes, dont certaines sont situées en haute kabylie, zone connue pour ses hivers rigoureux et enneigés, à l'instar de Bouzguene, Iferhoune, Imsouhal, Ifigha, Yakourene, Abi Youcef et Béni Yenni, a-t-on ajouté. Ces nouveaux branchements destinés à offrir aux bénéficiaires un meilleur cadre de vie et de passer un hiver loin des tracasseries liées à l'utilisation de la bouteille de gaz butane et du bois de chauffage, permettront d'améliorer le taux de raccordement de la wilaya au réseau de gaz naturel, qui est actuellement de plus de 64%, a-t-on rappelé de même source. R. R.



Libye/ Juguler la crise sous l'égide exclusive de l'ONU s'impose

Martin Kobler, nouvel émissaire en remplacement de Bernardino Leon

■ L'intensification de l'effort mené pour résoudre la crise libyenne s'impose au moment où le pays peine à sortir de sa crise politique et sécuritaire, tandis que la proposition du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, de nommer le diplomate allemand Martin Kobler comme nouvel émissaire pour la Libye en remplacement de Bernardino Leon est soumise au Conseil de sécurité.

Par Souhila K.

En ce sens, l'Algérie, soucieuse de voir revenir la paix et la stabilité en Libye, souhaite que cet effort puisse être «poursuivi» et «intensifié», même sous une autre forme mais toujours sous l'égide des Nations unies. Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, l'a d'ailleurs rappelé lors d'une interview au journal français *Le Monde*. «Même si le mandat de M. Leon (Bernadino) devait se terminer sans qu'il y ait un accord définitif, nous souhaitons qu'il n'y ait pas de vide, que l'effort puisse être poursuivi et intensifié, peut-être sous une autre forme, mais toujours avec les Nations unies au centre», a-t-il ajouté. Pour le chef de la diplomatie algérienne, la situation libyenne, «surtout si l'absence d'accord devait persis-

ter, elle est dangereuse pour le peuple libyen et pour son voisinage, la Tunisie, l'Egypte, le Soudan, le Tchad, le Niger et l'Algérie», a-t-il averti, rappelant que l'Algérie «se veut un exportateur de paix, de stabilité et de sécurité».

Capacité d'écoute et de rassemblement de l'Algérie lors des négociations

Relevant que le rôle de l'Algérie a été «essentiel» dans les efforts de paix en Libye, Ramtane Lamamra avait également indiqué que l'Algérie, qui a déjà abrité une série de séances de dialogue et de rencontre inter-libyennes, avait parlé à «toutes les parties à l'exception des groupes terroristes», soulignant sa «capacité d'écoute et de rassemblement». «Des Libyens de toutes régions, de toutes conditions, de toutes obé-

diances politiques sont venus en Algérie, souvent discrètement, parfois officiellement. L'Algérie ne s'ingère pas dans leurs affaires intérieures, elle veut être partie prenante à la solution. Ce message est compris de toutes les forces libyennes», a-t-il expliqué. «Nous disons simplement que toutes les demandes, si légitimes soient-elles, ne peuvent pas être satisfaites dans une période de tensions, d'absence de l'Etat, où le terrorisme et le crime organisé en profitent pour s'enraciner, aux dépens de la stabilité de la Libye, de son voisinage et de la communauté internationale», a-t-il encore précisé. Pour le chef de la diplomatie algérienne, «les égoïsmes, les incertitudes, les frustrations doivent pouvoir laisser la place à un sentiment plus fort : le patriotisme», a-t-il dit, affirmant que «sauver la Libye, voilà la boussole qui doit guider les uns et les autres». Pour ce faire, M. Ban Ki-moon a,



Le diplomate allemand Martin Kobler

dans une lettre mercredi, informé le Conseil de sécurité de son choix de nommer le diplomate allemand Martin Kobler comme nouvel émissaire des Nations unies pour la Libye, en remplacement de Bernardino Leon. Les quinze auront jusqu'à vendredi pour s'opposer à cette nomination, qui devrait être ensuite formellement annoncée. En effet, M. Leon serait remplacé par l'ancien ambassadeur allemand en

Irak et en Egypte, M. Kobler, qui a dirigé la mission de l'ONU au Congo (Monusco) depuis deux ans. Agé de 62 ans, ce diplomate qui a travaillé pour le ministre allemand des Affaires étrangères, Joschka Fischer, a rejoint l'ONU en 2010, comme émissaire adjoint pour l'Afghanistan puis comme émissaire spécial en Irak, de 2011 à 2013.

S.K.

Réfugiés sahraouis affectés par les inondations

L'ONU lance un appel d'aide d'urgence

Le Système des Nations unies en Algérie a lancé jeudi un appel pressant à la communauté internationale à se mobiliser afin de répondre aux besoins urgents des réfugiés sahraouis affectés par les dernières intempéries qui ont ravagés les cinq camps des réfugiés à Tindouf, dans le sud-ouest algérien. «Suite aux pluies torrentielles, dans le sud-ouest de l'Algérie, touchant la wilaya de Tindouf, causant des dommages colossaux dans les cinq camps des réfugiés sahraouis (.....), le Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Programme alimentaire mondiale (PAM) et le Programme de l'ONU pour l'enfance (Unicef) lancent un appel d'urgence afin de pallier les besoins des réfugiés sahraouis suite aux dégâts et les destructions causées par les fortes pluies et les inondations sans précédent», a indiqué le Système de l'ONU en Algérie. Les réfugiés sahraouis dépendent totalement de l'aide humanitaire internationale depuis plus de 40 ans, en raison de l'occupation illégale du Sahara occi-

dental par le Maroc, soutenu par la France. Selon les évaluations initiales, «entre 7 000 et 11 500 familles ont vu leurs maisons démolies totalement ou partiellement, un grand nombre de ménages ont également perdu leur approvisionnement alimentaire mensuel. Une partie importante des infrastructures de bases telles que les bâtiments publics, les cliniques, les pharmacies, les hôpitaux, les écoles, ont été sérieusement endommagées», a déploré le Système onusien. «Ceci est notamment le cas pour le camp de Dakhla qui a perdu la quasi-totalité de ses infrastructures», a-t-on souligné, mettant en garde contre de «nouvelles destructions qui pourraient se produire du fait que l'immense majorité des constructions sont en briques de terre compactée, et donc fortement à risque de s'écrouler une fois touchées par des pluies à forte intensité». Pour faire face à cette crise, il a été souligné que «les agences de l'ONU lancent un appel d'urgence pour un montant de 19,6 million de dollars». Ce montant comprend un besoin de 9,5 millions

USD pour le HCR, 8,1 millions de dollars pour le PAM, 1,7 million de dollars pour l'UNICEF et 0,3 million dollars pour l'OMS. «Ce montant permettrait aux agences de couvrir les besoins humanitaires sur le terrain pour une durée de trois mois», a noté le Système de l'ONU. Depuis le 16 octobre, des pluies torrentielles frappent les camps de réfugiés sahraouis, situés dans le sud-ouest algérien. Tous les camps sont touchés simultanément, et les destructions massives d'habitations placent les réfugiés dans une situation de fragilité extrême. L'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental, Christopher Ross, avait effectué une visite aux camps de réfugiés sahraouis pour s'informer de la situation. Cette visite qui a été effectuée notamment dans les wilayas de Boudjedour, Smara et d'Aousserd avait pour but de s'enquérir de l'ampleur des pertes des habitations et des biens des réfugiés sahraouis.

A.F./APS

Affaire Ben Barka

Rassemblement à Paris pour demander justice et vérité

Plus d'une centaine de personnes se sont rassemblées, jeudi en début de soirée devant la brasserie Lip à Paris, où l'opposant marocain Mehdi Ben Barka a été kidnappé, il y a cinquante ans, et assassiné, pour demander à la France et au Maroc «justice et vérité». Organisé par la société civile, ce rassemblement, initié par l'Institut Mehdi Ben Barka - Mémoire vivante et le Syndicat national de l'enseignement secondaire, affilié à la Fédération

syndicale unitaire (SNES - FSU), s'est déroulé dans le calme en présence de sa famille et de nombreux militants des droits de l'homme, sous la surveillance discrète des services de sécurité. Ce rassemblement s'est voulu une dénonciation «forte» de la «déraison d'Etats» de «l'organisation de l'oubli» et «l'impunité». Pour les organisateurs de cette manifestation pacifique, «la déraison d'Etats doit faire place à la raison politique et à la vérité» et la société civile doit faire

«échec à l'organisation de l'oubli et à l'impunité». Parmi les ONG et associations ayant soutenu cette initiative, figurent l'Association de Marocains en France (AMF), l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF), l'Association de défense des Droits de l'Homme au Maroc (ASDHOM), l'Association des parents et amis des disparus au Maroc (APADAM), le Parti socialiste unifié en France (PSU-Maroc), La Voie démocratique en France et le Parti de l'avant-

garde démocratique et socialiste en France (PADS), pour ne citer que cela. Au cours du rassemblement, le PADS a exprimé l'espoir pour que «soit établie toute la vérité sur une affaire qui demeure une énigme et est encore un secret d'Etat». Le parti considère que la responsabilité directe du «crime politique emblématique», revient à l'Etat marocain et son homologue français, avec la complicité des services secrets des Etats-Unis et d'Israël.

S.T.

Tunisie Sept étudiants arrêtés pour appartenance à une cellule terroriste

LA BRIGADE des recherches de la Garde nationale tunisienne (gendarmérie) a arrêté mercredi à Menzel Témim sept étudiants soupçonnés d'appartenir à une cellule terroriste active au sein de l'Institut supérieur des études technologiques de Kélibia (ISET), a indiqué une source sécuritaire tunisienne. Ce groupe d'étudiants appelait les jeunes à regarder une vidéo présentant l'organisation autoproclamée Etat islamique «Daesh», «les incitant à se rendre en Syrie pour le Jihad», a précisé la même source. Les interpellés seront traduits devant les autorités judiciaires à Tunis, selon la même source. Par ailleurs, selon la même source, la cour d'appel de Milan avait rejeté la demande des autorités tunisiennes d'extradition d'un individu impliqué dans l'attaque terroriste du Musée du Bardo dans la capitale tunisienne en mars dernier, car, «en vertu du code pénal tunisien, le suspect risque la peine de mort», avait indiqué un communiqué de la cour. Selon plusieurs médias citant des juges de la cour d'appel de Milan, le Marocain, Abdelmajid Touil, est accusé par les autorités tunisiennes d'avoir fourni les armes utilisées dans l'attaque terroriste du Musée du Bardo ayant fait des dizaines de morts et de blessés parmi les touristes étrangers et les citoyens tunisiens.

R.M.



Migrants

22 morts, dont 13 enfants, lors de nouveaux naufrages en mer Egée

■ Au moins 22 migrants, dont 13 enfants, se sont noyés dans la nuit de jeudi à hier au large des îles grecques de Kalymnos et Rhodes dans deux naufrages de bateaux venus de Turquie, attestant d'une «tragédie humanitaire» qui est une «honte» pour l'Europe, selon le Premier ministre Alexis Tsipras.

Par Ali O.

Au large de Kalymnos, les corps de 19 migrants ont été retrouvés hier matin, dont ceux de six femmes, huit enfants et deux nourrissons, victimes du naufrage dans la nuit de leur bateau, qui convoyait, selon des premiers témoignages «environ 150 personnes», a indiqué la police portuaire. Les sauveteurs ont pu recueillir 138 rescapés et poursuivaient leurs recherches d'éventuels disparus. Plus au sud, au large de Rhodes, le naufrage d'une autre embarcation a provoqué la noyade de 3 personnes, une femme, un enfant et un bébé. Trois autres personnes étaient toujours recherchées. Six passagers ont pu être sauvés.

Ces nouveaux drames s'ajoutent à une série de naufrages mercredi au large de Lesbos et Samos, dont le bilan encore provisoire atteignait jeudi soir 17 morts dont 11 enfants. Et d'autres migrants ont risqué leurs vies hier matin au large de



Lesbos, selon un photographe de l'AFP sur place, qui les a vu appeler à l'aide, hissés sur le toit d'un bateau qui coulait. Pour le

seul mois d'octobre, le bilan des victimes de l'exode vers l'Europe retrouvées dans les eaux grecques de l'Égée s'établissait à 68 morts, en majorité des enfants, selon un décompte établi par l'AFP sur la base des données fournies par la police portuaire grecque.

Devant ces nouveaux drames qui attestent d'une «tragédie humanitaire» en cours, «je ressens de la honte en tant que dirigeant européen pour l'incapacité de l'Europe à défendre ses

valeurs et le niveau du débat», a réagi au Parlement le Premier ministre de gauche radicale, Alexis Tsipras. Il a réclamé de la part de l'UE «une condamnation officielle des choix (de certains États membres) d'ériger des murs et barrières et de fermer les frontières», évoquant la Hongrie, et plaidé pour l'ouverture de canaux légaux vers l'Europe pour les réfugiés face «aux réflexes phobiques et racistes».

M. Tsipras a souligné l'urgence d'obtenir de la Turquie qu'elle

«respecte ses engagements» en freinant les flux depuis son territoire et fait part de la volonté de la Grèce d'être un «maillon entre l'UE et la Turquie» sur ce dossier.

«Notre premier devoir est de sauver les vies, et de ne pas autoriser que l'Égée devienne un cimetière (...) pour cela nous ne réclamons pas un euro aux partenaires du pays», a-t-il lancé, interpellé par l'opposition de droite lui reprochant une politique de portes ouvertes.

Sur les médias sociaux, les humanitaires présents sur ces îles multipliaient les critiques envers Frontex – l'Agence européenne de surveillance des frontières – dont les patrouilleurs déployés dans la zone étaient accusés d'un manque de réactivité. Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) avait exprimé jeudi sa profonde inquiétude devant la «détérioration des conditions météorologiques» aggravant le sort des migrants. Depuis le début de l'année, plus de 560 000 migrants et réfugiés sont arrivés en Grèce par la mer, sur un total de plus de 700 000 ayant gagné l'Europe par la Méditerranée, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Plus de 3 200 personnes ont péri dans les traversées en Méditerranée, selon l'OIM. A. O.



Points chauds

Intrigues

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que Nicolas Sarkozy a les yeux braqués sur les élections régionales de décembre prochain, qui devraient lui ouvrir ou du moins à son parti un large boulevard pour la présidentielle de 2017, certains témoignages tentent de l'impliquer dans les scandales de corruption de la Fifa. En effet, les Coupes du monde 2018 et 2022 devaient initialement être attribuées à la Russie et aux États-Unis, et non au Qatar, selon «un arrangement diplomatique» en coulisses, a déclaré le président démissionnaire de la Fifa, Joseph Blatter, dans le *Financial Times* de hier. «C'était dans les coulisses. Il y avait un arrangement diplomatique», «un gentlemen's agreement», pour que les deux tournois se disputent en Russie et aux États-Unis, a dit le Suisse, répétant ainsi, en des termes plus forts, des affirmations déjà formulées mercredi à l'agence russe Tass. Si le plan a capoté pour le Mondial 2022, c'est à cause de «l'interférence gouvernementale de Nicolas Sarkozy», alors président de la République française, selon Blatter : «Une semaine seulement avant l'élection j'ai eu un appel téléphonique de Platini qui a dit : Je ne suis plus ton plan parce que le chef de l'État m'a dit que nous devrions prendre en compte... la situation de la France. Et il m'a dit que cela concernerait plus d'un vote parce qu'il avait un groupe de votants avec lui». Platini a révélé avoir voté pour le Qatar en décembre 2010 lors de l'attribution du Mondial 2022, mais a toujours nié l'avoir fait sur la demande de l'ancien président de la République (2007-2012), qui l'avait peu avant invité à un repas à l'Élysée en compagnie notamment du futur émir du Qatar. Jeudi, Sarkozy, en visite à Moscou pour y rencontrer notamment le président russe Vladimir Poutine, avait démenti les allégations de Blatter : «Voilà encore un autre qui me prête beaucoup de pouvoir, a ironisé le président du parti Les Républicains. Je n'avais pas cette ambition, ni celle de diriger le PSG (dont les propriétaires sont qataris), ni d'attribuer à qui que ce soit la Coupe du monde. Mais vous le remercieriez quand même pour moi. C'était sans doute une allusion qui fait écho à sa très grande amitié pour Michel Platini». Reste que ces nouvelles accusations si elles ne sont, pour le moment, fondées sur aucune preuve, continuent d'assombrir le portrait d'un Sarkozy qui est décrit par de plus en plus de monde comme un intrigant qui n'hésite pas à recourir à la manipulation et aux pots-de-vin pour obtenir ce qu'il veut. Mais le plus important, faute de preuve, sera surtout de voir comment sa base électorale interprétera ces nouvelles «révélations» et si elles auront la moindre incidence sur ses chances de remporter l'élection primaire de 2016 puis, éventuellement, la présidentielle de 2017.

F. M.

Turquie

Un militant syrien anti-EI et un ami retrouvés décapités

Un jeune militant syrien hostile au groupe jihadiste État islamique (EI) et un de ses amis ont été retrouvés décapités hier dans une maison en Turquie, a annoncé à l'AFP le groupe Raqa est massacré en silence.

Ce groupe répertorie les abus de l'EI à Raqa, une ville située dans le nord de la Syrie et considérée comme le fief syrien de l'organisation ultraradicale depuis la prise de la ville en janvier 2014. Le militant Ibrahim Abdelkader et Farès Hamadi ont été retrouvés décapités ce (hier) matin dans le domicile de ce dernier à Sanliurfa, dans le sud de la Turquie, a indiqué l'un des fondateurs du groupe, Abou Mohammad.

Sur sa page Facebook officielle, ce groupe, créé en avril 2014, accuse l'EI de les avoir assassinés.

Ibrahim AbdelKader, qui avait fui vers la Turquie il y a un peu plus d'un an, était âgé de 20 ans et son ami d'une vingtaine d'années. Tous deux étaient origi-

naires de Raqa, a précisé Abou Mohammad.

Des membres du groupe ont été tués en Syrie par le passé, mais c'est la première fois que l'un d'eux est assassiné à l'étranger, a-t-il ajouté.

L'agence de presse turque DHA a de son côté rapporté que deux Syriens avaient été décapités à Sanliurfa et que la police avait arrêté sept Syriens.

Sanliurfa se trouve à une cinquantaine de kilomètres de la frontière qui sépare la Turquie de la province syrienne de Raqa.

La Turquie a longtemps été accusée par des militants de l'opposition syrienne, les combattants kurdes et même par certains de ses alliés occidentaux de fermer les yeux sur le passage en Syrie des jihadistes de l'EI.

Raqa fut la première capitale provinciale syrienne à échapper au régime de Bachar al-Assad lorsque plusieurs groupes rebelles se sont emparés de la ville en mars 2013. Mais depuis,

l'EI l'a emporté sur ces groupes, et y a installé un régime brutal et très organisé.

Raqa est massacrée en silence publie régulièrement des photos et des vidéos sur les pratiques de l'EI à Raqa, de l'interdiction des connexions privées à internet à la décision de délivrer des cartes d'identité.

Ses militants sont régulièrement visés par le groupe, qui les considère comme des infidèles susceptibles d'être exécutés.

Peu après la formation du groupe militant, l'EI a arrêté des dizaines de personnes dans la ville. A l'époque, des membres du groupe avaient assuré qu'ils continueraient à recenser et publier les abus.

«Il est extrêmement dangereux de s'opposer à l'EI (...). Mais il faut briser le mur de la peur», avait dit en avril 2014 Abou Ibrahim, l'un de ses fondateurs. «Nous devons faire des sacrifices. Sinon ils nous gouverneront pour de bon, et c'est tout simplement inacceptable».

Ouverture de la 7^e édition à Béjaïa

Grande parade pour le festival international de théâtre

■ La septième édition du festival international de théâtre de Béjaïa s'est ouverte, jeudi soir, sur une grande parade à travers les rues de la ville en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, d'une pléiade de figures artistiques et culturelles et d'un public des grands jours.

Par Adila S.

Amorcée à hauteur de la maison de la culture, dans le quartier d'Amriou à l'ouest de la ville, le défilé de rue, animé par des échassiers, des troupes folkloriques, des clowns, des danseurs, des magiciens et des cavaliers en costumes traditionnels a vite pris l'allure d'une grande fête aux accents de carnaval.

Les spectateurs, jouant du coude sur les trottoirs, notamment à hauteur du théâtre Abdelmalek-Bouguerrouh, son point de chute, ont admiré le passage de chars allégoriques, de tracteurs remorquant des barques de pêcheurs convoyant des clowns et autres marionnettistes, ou les chorégraphies riches en couleurs en expression corporelle, autant des troupes traditionnelles, classiques ou dans le vent à l'instar des spectacles des élèves des écoles primaires qui semblaient surréalistes dans leurs tutus ou leurs bas nylon, dans cet espace,



Ph. DR

superbement magnifié par les feux d'artifices, les jeux pyrotechniques et l'avalanche des confettis qui s'abattaient sur leurs têtes.

Un spectacle chatoyant, fait de mouvements, sons, et

musiques, dont la juxtaposition et le mixage ont rendu cette ouverture des plus prenantes et des plus émotionnelles, et qui s'est poursuivi, en fait dans la grande salle, avec des hommages poignants rendus, res-

pectivement, à titre posthume, à Azzedine Medjoubi, pour l'ensemble de son parcours artistique dont un tronçon passé au théâtre de Béjaïa, et à Mohamed Boudia, premier directeur du Théâtre national algérien, pour

son engagement artistique mais aussi pour sa défense des causes justes, notamment celle en faveur de la révolution palestinienne qui lui a valu son assassinat par les forces sionistes. L'hommage a aussi consacré «Lala Aini», Chafia Boudraâ, qui reste la grande étoile brillante du cinéma et du théâtre national.

Azzedine Mihoubi, dans un langage pour le moins émouvant a rappelé leur parcours, leur passion et le devoir de les honorer, à l'instar d'autres artistes vivants ou disparus, en permanence, avant de laisser place au spectacle, et à la danse. La soirée ayant fait la part belle à un ballet, conçu par le chorégraphe émérite El-Hadi Cherifa et exécuté par des jeunes talents de la ville de Béjaïa. Huit tableaux, alternant les danses classique, traditionnelle et moderne, composent cette œuvre, qui se veut une rétrospective sur les savoirs cumulés à Béjaïa depuis le moyen-âge à nos jours. Une soirée très riche en somme, qui augure de la suite de cette nouvelle édition, qui compte dans son programme, la prestation de 17 troupes étrangères, et le déroulement d'une centaine de représentations, réparties sur 25 espaces.

A. S./APS

Festival international du malouf à Constantine

Plongée au cœur de l'Andalousie et du flamenco

Le public constantinois a été plongé, mercredi soir, au cœur de l'Andalousie et des chants flamenco pleins de fougue et de sensualité grâce à la troupe espagnole Sarsale qui «*enflamma*» la 4^e soirée du festival international du malouf. Sur la scène du théâtre régional de Constantine (TRC) dès 18 heures, Ramon Pinas à la voix chaude et puissante, et la troupe composée de trois musiciens, ont offert un moment d'intense émotion où les belles mélodies ont transporté l'assistance dans l'univers des sonorités andalouses. Aux rythmes d'une musique effrénée diffusée par le trio Albert Pons, Oscar Puig et Sergio Defenzio, des «*domp-teurs*» talentueux des cordes et des percussions, Ramon enthousiasme la foule avec des chansons évoquant des choses simples

de la vie, l'amour et l'éloignement, au cours d'un show longtemps applaudi par le public.

La danseuse de flamenco Vedetta Barrio, à la silhouette sculpturale, fait son entrée sur scène et se jette à corps perdu dans une danse envoûtante avec ce typique martèlement des pieds, rythmé par les accords du guitariste dont les doigts dansent littéralement sur les cordes. Au gré des ondulations de sa jupe qui forment autant de vagues, Vedetta, dans une expressivité remarquable «*frappe*» encore le sol et virevolte dans une fluidité de mouvements captivante, accompagnée par un long flot d'applaudissements provenant d'un public sous le charme du flamenco endiablé. La première partie de la soirée a été animée par la troupe du jeune Amine Chanti, lauréat du troisième prix du

festival national du malouf qui s'était déroulé en juillet dernier. Amine, l'élève du grand Kaddour Darsouni, a présenté avec les douze membres de sa troupe des partitions de la nouba «*Hssin*» et du khlass «*Mahdjouz*», propre à l'école constantinoise du malouf, le tout rehaussé d'admirables moments solos de mandoline, de flûte et de violon superbement exécutés par le jeune Lakhdar Gouache. Dans le cadre des activités de la manifestation, «Constantine, capitale 2015 de la culture arabe», la 9^e édition du festival international du malouf a été ouverte samedi dernier pour se poursuivre jusqu'au 31 octobre, sous le slogan «Le malouf, héritage des générations». Des troupes et des artistes venus de dix pays y participent.

R. C.

Fleur Pellerin au sujet des relations culturelles algéro-françaises :

La coopération concerne aussi la circulation des artistes et leurs œuvres

La feuille de route de coopération établie entre les ministères de la Culture algérien et français inclut les efforts, «à prendre en compte», pour organiser la «circulation» des artistes et leurs œuvres entre les deux pays, a déclaré jeudi le ministre de la Culture et de la Communication française en visite à Alger à l'occasion du 20^e Sila.

Fleur Pellerin dont le pays est l'invité d'honneur du Sila (Salon international du livre d'Alger) 2015 et qui s'exprimait lors d'une brève conférence de presse à l'issue de sa visite de deux jours, a estimé que la circulation des artistes et des œuvres est de

«première importance» pour une «meilleure» connaissance des cultures respectives des deux pays.

La ministre française a indiqué que le renforcement de la coopération culturelle entre l'Algérie et la France devrait se décliner dans le raffermissement des partenariats intéressants la coproduction cinématographique, la coédition, la traduction littéraire ainsi que la préservation et la valorisation du patrimoine archéologique.

A ce sujet, elle a dit espérer pouvoir annoncer des «avancées significatives» lors du prochain Conseil interministériel algéro-

français, prévu en février 2016.

Plus généralement, M^{me} Pellerin s'appuie sur l'Institut français d'Algérie (Ifa), un réseau de centres culturels installés dans six grandes villes dont Alger, et qui joue un rôle jugé «essentiel» dans la dynamisation de la coopération culturelle entre les deux pays.

Interrogée sur la restitution de biens patrimoniaux algériens, à l'exemple du «Canon de Baba Merzoug» – une pièce d'artillerie appelée aussi «la Consulaire» et déplacée d'Algérie vers la France au début de la colonisation – s'est limitée à dire que ces dossiers avancent «surtout ceux liés

aux archives», une question toujours en suspens entre les deux pays. La ministre française s'est dit satisfaite, par ailleurs, d'achever une visite «fructueuse» et «positive» qui s'inscrit dans une période d'échanges «extrêmement denses» entre l'Algérie et la France.

Plus tôt dans la journée, Fleur Pellerin avait été reçue par les ministres de la Culture, Azzedine Mihoubi, et de la Communication, Hamid Grine, avec qui elle a évoqué l'état des relations bilatérales dans les deux secteurs et les moyens de les renforcer.

Salem K.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Plais des expositions Safex
Jusqu'au 7 novembre :
Salon international du livre
d'Alger
Galerie Ezzoua'art
Jusqu'au 12 novembre :
Exposition de l'atelier
Soupçon d'art, intitulée «La
céramique autrement». Cet
atelier est animé par Rachida
et Samia Merzouk et le plasti-
cien Karim Sergoua
Galerie d'art Dar El-Kenz
Jusqu'au 14 novembre :
Quinzième Salon d'automne
du petit format, avec la partici-
pation d'une vingtaine d'arti-
stes dont Bettina Heinen-
Ayeche, Myriem Aït El-Hara,
Moncef Guita, Nouredine
Chegrane, Mohamed Massen,
Hellal Zoubir et Moussa
Bourdine.
Palais Ahmed Bey de
Constantine
Jusqu'au 1^{er} novembre :
Festival international de
musique malouf de
Constantine
Galerie d'art Sirius
Jusqu'au 5 novembre :
"Exposition d'automne" de l'ar-
tiste Moussa Bourdine
Galerie des Ateliers Bouffée
d'Art
Jusqu'au 31 octobre :
Exposition-vente de peintures
de l'artiste Moncef Guita.



Coup-franc direct

Débat stérile !

Par Mahfoud M.

Le débat est lancé depuis longtemps sur la nécessité de faire jouer ou non le match de la Supercoupe d'Algérie entre le champion d'Algérie en titre, l'ES Sétif, et le détenteur de la Coupe, le MO Béjaïa, à Constantine ou sur un autre terrain. Voulant à tout prix délocaliser cette rencontre du stade Hamlaoui de Constantine, les fans du MOB ont tout fait pour faire changer aux dirigeants de leur club d'avis et boycotter ce match. Ils pensent pouvoir ainsi faire pression pour changer les choses, sachant que les raisons invoquées sont purement extra-sportives et n'ont aucun lien avec l'enjeu réel de cette rencontre qui est beaucoup plus un match de prestige et de gala. Ce débat vaut-il vraiment d'être posé sachant que cela ne changera rien aux choses ? En fait, il aurait mieux valu attaquer le problème dans son fond pour pouvoir ensuite expliquer aux fans qu'il ne sert à rien de protester contre un problème auquel il ne faut accorder aucune importance. Les fans doivent savoir que ce n'est pas à la rue de donner des orientations, ni des ordres, et que la direction se doit de se conformer aux directives des responsables de l'organisation de ce match qui n'est pas comme tous les autres étant donné qu'il y a certaines procédures protocolaires à respecter.

M. M.

Match avancé de la Ligue I Mobilis (10^e journée) Le MCA et le RCA se neutralisent

EN MATCH comptant pour la 10^e journée de Ligue 1, le MC Alger recevait jeudi le RC Arbaa au stade du 5-Juillet. Les deux clubs se sont neutralisés au terme d'un match à rebondissements (3-3).

La première réalisation a été inscrite par Abid en première période (21'). L'attaquant, champion du monde militaire, prêté par l'USM El Harrach, marque son premier but avec le Mouloudia et retrouve le chemin des filets en Ligue 1 après de longs mois de disette. Le second

sera l'œuvre de Karaoui en deuxième période (56'). Hachoud profite d'une erreur d'Oussama Merhazem pour corser l'addition (66'), avant le retour en force du RCA. Yettou (73'), Keita (82') et Mahsas à la dernière minute, permettent à Ezzeqra de recoller au score au terme d'un incroyable come-back !

En fin de match, Meziane Ighil a été interpellé avec véhémence par un supporter, mais le coach du MCA a gardé son calme et répondu tranquillement au "fan" excité.

CAN 2017 (U17) / préparation

La sélection algérienne en stage à Sidi Moussa

LA SÉLECTION algérienne des moins de 17 ans de football a entamé ce jeudi un stage de préparation jusqu'au 3 novembre prochain au Centre technique national de la FAF à Sidi Moussa (Alger), dans le cadre de sa préparation pour les prochaines échéances officielles.

Vingt-six joueurs convoqués par le sélectionneur national Sabeur Benslimane prennent part à ce regroupement qui sera

ponctué par un match amical le lundi 2 novembre face à l'équipe U-17 de l'USM Harrach. Avec sept joueurs chacune sur la liste des 26 convoqués, Paradou AC est et l'ASM Oran sont les équipes les plus représentées.

Les cadets algériens préparent les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations des moins de 17 ans, dont la phase finale aura lieu en 2017 au Madagascar.

Equipe nationale

Matmour souhaite retourner en sélection

L'ATTAQUANT international algérien Karim Matmour, qui n'est plus convoqué en sélection nationale depuis 2012, ne perd pas espoir de retrouver les Verts en vue des prochains challenges, en particulier la Coupe du monde 2018 dont le deuxième tour des éliminatoires (zone Afrique) aura lieu en novembre.

«Retourner en sélection algérienne reste l'un de mes objectifs. J'estime avoir encore les capacités pour servir de nouveau l'équipe nationale mais je préfère pour le moment ne pas brûler les étapes, car il me faudra rejouer dans le plus haut niveau pour ensuite prétendre à un come-back chez les Verts», a déclaré Matmour mercredi soir, en marge de la cérémonie de remise du Soulier d'or algérien à Alger.

Matmour avait demandé en 2012 d'être dispensé provisoirement des rencontres de la sélection nationale, une demande mal appréciée par le sélectionneur de l'époque, le Bosnien Vahid Halilhodzic, décidant de l'exclure définitivement de ses plans.

«Je crois qu'il y a eu une mauvaise interprétation à ma demande de dispense des rencontres de l'équipe nationale, raison pour laquelle je me suis retrouvé écarté définitivement des Verts. J'ai essayé d'éclaircir les choses avec le président de la Fédération algérienne de football (Mohamed Raouraoua, ndr), mais ce dernier a buté sur l'intransigence de Halilhodzic qui a refusé d'entendre parler de mon éventuel retour en sélection. Quelque part, je lui en veux», a-t-il lâché.

Ligue des champions/USMA -TP Mazembe (Finale-aller)

Les Rouge et Noir proches du rêve

■ Les Rouge et Noir sont plus que jamais proches du rêve du sacre africain en disputant, ce soir à 20h30, la finale aller de la Ligue des champions d'Afrique face à la redoutable formation du RD Congo, le TP Mazembe. Les Usmistes souhaitent prendre option dès ce match aller pour éviter toute mauvaise surprise lors de la manche retour.

Par Mahfoud M.

La formation de Soustara et son coach Miloud Hamdi voudraient réussir cette première manche d'une finale historique en réalisant un score sécurisant et rassurer leurs supporters avant le match retour, le 8 novembre à Lubumbashi (RD Congo).

Ayant atteint le stade des demi-finales en 1997 et 2003, face respectivement au Raja de Casablanca (Maroc) et Enyimba FC (Nigeria), les Rouge et Noir devront bien négocier cette finale aller, avec un seul mot d'ordre : «méfiance».

Le but est d'éviter l'effet de surprise face au TP Mazembe, un ogre du football africain aux quatre consécutions en Ligue des champions.

«Même s'il s'agit pour nous d'un match historique, nous allons aborder cette première manche sans pression, une manière de permettre aux joueurs de jouer libérés. Notre objectif est bien évidemment de remporter la rencontre même si en face on a un sérieux client», a indiqué le coach de l'USMA.

Le club algérois s'est qualifié pour la finale aux dépens des Soudanais d'Al-Hilal (aller 2-1,



retour 0-0) alors que le TP Mazembe avait passé l'écueil de l'autre représentant soudanais Al-Merreikh (aller 1-2, retour 3-0).

«Tous les scénarios sont envisageables dans cette finale entre deux équipes qui vont tout faire pour remporter le trophée», a-t-il ajouté. En vue de cette première manche, prévue aujourd'hui nocturne, les coéquipiers du capitaine Naccreddine Khoualed ont effectué un stage bloqué à Ain Benian (Alger).

Côté effectif, à l'exception de Meftah et Andria, suspendus, et Darfalou, blessé aux adducteurs, tout le monde est concerné par ce match aller.

Intraitables sur leur pelouse fêliche de Omar-Hamadi, les Usmistes miseront une nouvelle

fois sur leur solidarité et abnégation sur le terrain, mais également sur le soutien inconditionnel de leur public pour passer l'écueil congolais. Un trio arbitral égyptien sous la conduite de Grisha Gehad dirigera la finale aller. Le directeur de jeu égyptien sera assisté de ses deux compatriotes, Tahssen Abou Sadat et Hossam Taha Ahmed. Le quatrième arbitre est Ibrahim Noureddine (Egypte). Le vainqueur de cette double confrontation participera au Mondial des clubs prévu au Japon du 10 au 20 décembre prochain. La finale retour se jouera le dimanche 8 novembre au stade de Lubumbashi (15h30 heure algérienne).

M. M.

Mounir Zeghdoud :

«Mettre le paquet sur le match aller»

Le défenseur de l'USM Alger des années 2000, Mounir Zeghdoud, a appelé les joueurs de son ancien club «à mettre le paquet sur la finale aller» de la Ligue des champions d'Afrique de football aujourd'hui au stade Omar-Hamadi (20h30) face au TP Mazembe (RD Congo), «pour espérer réaliser un résultat sécurisant» en vue de la seconde

manche le 8 novembre à Lubumbashi. «Même si la finale se joue en deux manches, il reste néanmoins que le match aller revêt une importance capitale pour l'USMA, qui sera appelée à sortir le grand jeu pour tenter de l'emporter avec un score sécurisant en vue de la rencontre retour qui sera beaucoup plus difficile», a affirmé à l'APS Zeghdoud, qui occupe actuellement le poste d'entraîneur-adjoint au CS Constantine (Ligue 1 algérienne).

Le club algérois s'est qualifié pour la finale aux dépens des Soudanais d'Al-Hilal (aller 2-1, retour 0-0) alors que le TP Mazembe avait passé l'écueil de l'autre représentant soudanais Al-Merreikh (aller 1-2, retour 3-0).

«Il s'agit d'une finale historique pour l'USMA qui n'avait jamais

atteint ce stade de la compétition. Les joueurs doivent y mettre du cœur, et surtout confirmer l'excellent état d'esprit affiché en phase de poules», a ajouté l'ancien international âgé de 45 ans.

Evoquant le volet tactique de cette rencontre, Zeghdoud parle de la nécessité de faire preuve d'une efficacité offensive, tout en restant vigilant derrière. «La clef du match, à mon sens, est de jouer l'attaque à outrance, une manière de faire douter l'adversaire. C'est à partir de là qu'il finira par commettre des fautes. Les joueurs de l'USMA devront profiter de la moindre occasion pour tenter de la concrétiser. Le score idéal pour moi est de 3 à 0, ce qui devrait permettre à l'équipe de voyager à Lubumbashi en toute quiétude», a assuré l'ancien défenseur axial.

«En 2003, nous avons manqué de chance pour atteindre la finale»

Le natif de Constantine était considéré comme l'un des fins techniciens de l'USMA dans les années 2000, qui ont vu le club algérois dominer le champion-

nat local sans toutefois réussir à atteindre la finale de la Ligue des champions, échouant à deux reprises. Confrontée au club nigérian d'Enyimba en demi-finale de la C1, l'USMA avait été tenue en échec d'abord à Alger à l'aller (1-1), avant de s'incliner à Aba au Nigeria (2-1).

«Je pense que nous avons manqué terriblement de chance dans les deux matchs. Au match retour, il y avait place à un meilleur résultat, mais une mésentente entre le défenseur et le gardien de but s'était avérée fatale pour nous. Cette fois-ci, je pense que l'USMA a largement les moyens pour s'adjuger le trophée et entrer dans l'histoire».

Concernant le choix de jouer cette finale aller au stade Omar-Hamadi de Bologhine au détriment du 5-Juillet, Zeghdoud dit respecter le choix du club de la capitale. «Si l'USMA a choisi Bologhine c'est qu'il convient aux joueurs, où ils ont des repères, même si l'idéal était de jouer au stade du 5-Juillet notamment par rapport à sa forte contenance. Malheureusement pour le public de l'USMA, tout le monde n'aura pas la chance d'assister à cette finale», a-t-il conclu.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Affaire de kidnapping et viol devant la justice

Tayeb Louh s'exprime sur le sujet



APRÈS une longue série de kidnappings, le ministre de la Justice s'est exprimé sur cette tragédie, soulignant que les investigations menées par la police judiciaire se poursuivent toujours et l'enquête préliminaire concernant l'enlèvement de l'enfant Amine Yarichene connaît une avancée.

Depuis sa sortie du domicile familial le 21 octobre à Dely Brahim, à Alger, le petit Amine Yarichene âgé de 8 ans est toujours porté disparu. Ce kidnapping n'est qu'une suite d'une longue série de violences, de viols et kidnappings que connaît l'Algérie. En effet, ces dernières années, les citoyens n'ont qu'une peur «ne plus revoir leurs enfants après leur sortie de la maison». L'inquiétude gagne les parents d'élèves qui se sentent perdus face à un danger permanent qui menace leurs enfants. À l'issue de sa visite à l'Institut national de la criminalistique et de la criminologie de la Gendarmerie nationale (INCC-GN), le ministre de la Justice, Tayeb Louh, a indiqué que la Gendarmerie nationale poursuivait son enquête pour retrouver l'enfant et arrêter les kidnappeurs. «L'enquête préliminaire concernant l'affaire de l'enfant Amine se poursuit. Tous les moyens scientifiques sont déployés à cet effet pour parvenir à la vérité et trouver les kidnappeurs». Il a ajouté qu'une enquête préliminaire a été ouverte par les services compétents

de la Gendarmerie nationale dès l'annonce de la disparition de l'enfant, précisant qu'aucune autre déclaration ne peut être faite avant le retour de l'enfant sain et sauf auprès de sa famille. A une question sur l'affaire du ressortissant étranger rapportée par la presse à Oran, où une jeune Camerounaise, après avoir été violée par plusieurs personnes, en janvier 2014, s'est vue refuser le droit de déposer une plainte dans un premier temps «car elle n'avait pas de papiers», explique-t-elle, M. Louh a indiqué, à ce propos, que la police judiciaire a été instruite d'ouvrir une enquête, «Deux éléments de la bande des délinquants qui ont violé à Oran la Camerounaise Marie-Simone D. sont sous les verrous, et tous les moyens sont mis en œuvre pour appréhender les autres suspects», affirme le ministre de la Justice, ajoutant que l'enquête judiciaire était toujours en cours. Le ministre a réaffirmé que l'autorité judiciaire fait son travail conformément aux lois de la République concernant les affaires liées à «l'atteinte aux droits de l'Homme» dans les poursuites judiciaires. Il a ajouté, dans ce sens, que toutes les poursuites judiciaires sont menées conformément à la loi et soumises au juge pour trancher et prononcer le verdict lors d'une séance plénière dans le cadre du respect total de tous les droits de la défense.

Thinhinene Khouchi

LA FRANCE, INVITÉE D'HONNEUR DU 20E SALON DU LIVRE D'ALGER



Djalou@hotmail.com

Police judiciaire à Béjaïa

Démantèlement d'un réseau de vol de véhicules

■ Un réseau spécialisé dans le vol de véhicules, falsification de documents administratifs, notamment des cartes grises et permis de conduire, entre autres, a été démantelé la semaine dernière par la brigade de recherche et d'investigation de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, a-t-on appris de la cellule de communication.

Par Hocine C.

Ce réseau est composé de trois individus et son activité s'étend à plusieurs wilayas, allant de l'est au centre du pays, à savoir Béjaïa, Bouira, Alger, Blida et Batna. Les trois individus sont originaires d'Alger, Blida et Batna. Il s'agit de T.A. 28 ans, GH.AD 29 ans et K. KH. 19 ans. Ils ont dérobé un camion de type Kia, une Dacia Logan, une Hyundai Accent et deux Clio Campus. Leur arrestation a eu lieu lors d'une ronde policière menée la nuit dans la ville de Béjaïa. Les policiers qui ont contrôlé une Chevrolet Spark immatriculée à Blida, à bord de laquelle se trouvait les trois pré-

venus, ont découvert le pot aux roses d'une importante affaire. Lors de la fouille, ils sont tombés sur deux permis de conduire falsifiés chez l'un des trois passagers fouillés et ont également découvert une somme d'argent estimée à 1 040 000,00 DA dont l'origine n'est pas justifiée. L'opération de contrôle du véhicule a donné lieu à d'autres indices, notamment le trafic du châssis du véhicule sur lequel des traces de soudure ont été constatées. Finalement, la voiture avait été volée à Ain Naâdja, à Alger. La poursuite de l'enquête a permis aux policiers de récupérer des objets volés, dont un outil d'implantation de plaques

d'immatriculation, des accessoires de véhicule, des documents administratifs falsifiés, notamment des récépissés de dépôt de cartes grises, des photocopies de permis de conduire et cartes d'identité, des contrats d'achat de puces pour téléphones mobiles et des puces pour téléphones mobiles non utilisées. Le gang a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa pour association de malfaiteurs et vol de voitures avec circonstance de la nuit et utilisation de véhicules, recel d'objets volés, falsification de documents administratifs, usurpation d'identité, etc.

H. C.

Un témoin et acteur de la guerre de Libération s'en va

Décès de la Moudjahida Claudine Chaulet

La Moudjahida, l'infatigable militante de l'Algérie, Claudine Chaulet, décédée la veille du 1^{er} novembre à Alger à l'âge de 84 ans, était acteur et témoin du combat des Algériens durant la guerre de Libération nationale. Née en 1931 à Longeau, en Haute-Marne en France, elle est arrivée en Algérie en 1942 avec ses parents. Etudiante à Alger, elle suit les cours d'André Mandouze, homme exceptionnel venu en Algérie en 1946 pour préparer une thèse sur Saint-Augustin, mais qui s'est engagé du côté des militants de l'indépendance de l'Algérie. C'est chez André Mandouze sur les hauteurs

d'Alger, à Hydra, le 21 décembre 1954, que Claudine Guillot rencontre le médecin Pierre Chaulet. Elle devait discuter du contenu du dernier numéro de la revue «Consciences Maghrébines». Elle raconte ce destin dans le livre «Le choix de l'Algérie, deux voix et une mémoire»: «Quand vers la fin de mon séjour, le 6 janvier 1955, Pierre Chaulet m'a demandé si j'étais d'accord pour continuer avec lui, j'ai dit oui». Le couple Chaulet venait de se constituer. C'est ensemble qu'ils feront la révolution. Une action guidée par un engagement pour la justice sociale qui se prolongera par la lutte pour l'indépendance. «J'étais syndicaliste en

essayant de défendre les intérêts des étudiants. J'avais compris que le 1^{er} Novembre était un événement extraordinaire qui allait donner enfin un sens aux luttes. C'est donc tout naturellement que je me suis engagée aux côtés de Pierre...», raconte-t-elle dans son livre. Le couple s'engage pour la révolution à travers l'exécution de plusieurs actions pour le Front de libération nationale (FLN): transport de tracts, évacuation de militants recherchés, à l'instar de Abane Ramdane qu'elle a transporté dans sa voiture à Blida au moment où Alger était quadrillée par les paras français, hébergements de moudjahidine et de

chefs historiques de la révolution, visites aux malades et blessés et rédaction d'articles de presse. Dans son livre qui raconte ces jours extraordinaires elle revient sur la plate-forme de la Soummam qu'elle avait transportée dans les langes de son bébé vers Blida le jour même où Pierre était arrêté par des policiers des services de renseignement français. Ensuite ce fut l'exil, la poursuite du combat à partir de Tunis. Et cet engagement de sociologue militante s'est poursuivi après l'indépendance par le même élan de justice pour cette paysannerie qui a été la force de la révolution. Au lendemain, de l'indépendance, Claudine

Chaulet rejoint l'Institut national de la recherche agronomique puis travaille comme enseignante à l'Institut de sociologie et comme chercheur au Centre de recherche en économie appliquée. Suite à l'annonce de sa mort, plusieurs personnalités, intellectuels et historiens ont rendu vendredi un grand hommage au combat de cette Moudjahida de première heure et à son engagement pour le développement de l'Algérie après l'indépendance. L'enterrement de la défunte aura lieu aujourd'hui samedi à 14 heures, aux côtés de son mari, au cimetière d'El Madania à Alger.

Hassène G./APS